

La perspective du rattachement de la Wallonie à la France est loin d'être confinée. Elle a l'énorme désavantage de ne pas trouver d'écho dans les médias belges qui jouent leur survie dans le maintien ou non de la Belgique actuelle. De plus, les conditions historiques ne sont pas encore réunies pour favoriser notre projet alternatif : la fin de la Belgique fédérale au profit d'un confédéralisme, soit l'émergence d'un séparatisme masqué.

En effet, la Flandre est aujourd'hui plus que jamais déterminée à imposer une Belgique « confédérale » à quatre régions, en réalité « une Belgique coquille vide » qui isolera et appauvrira considérablement une Wallonie chroniquement mal gérée.

Il est plus que temps d'ouvrir les yeux et d'envisager autre chose que le cul-de-sac wallon dans le confédéralisme d'une Belgique évaporée.

Nous avons rassemblé ici des citations de personnalités, venues d'horizons les plus divers, qui démontrent que l'idée du rattachement de la Wallonie à la France est loin d'être isolée.

### **La réunion de la Wallonie à la France : citations de personnalités belges et françaises**

*liste non exhaustive et donc à compléter et actualiser*

[Jacques ATTALI](#), ancien conseiller du Président François Mitterrand

A mon sens, sans faire campagne pour le rattachement de la Wallonie, la France devra bientôt dire publiquement que, si, par malheur, la Belgique venait à se défaire, cela pourrait être de son intérêt d'accueillir la Wallonie et de voir accorder à Bruxelles un statut de district européen, indépendant de la Flandre. Le prix à payer pour la France serait sûrement plus faible que ce que cela lui rapporterait, ne serait-ce que par l'augmentation de ses droits de vote dans les institutions européennes. C'est un beau débat. Qu'il commence !

(L'Express, 9 septembre 2008)

[Daniel BACQUELAINE](#), ancien ministre (MR)

Si le délitement de l'État s'accélère, comme je le pressens, le scénario d'une Wallonie française aura ma faveur.

(La Libre, 4 juillet 2015)

[Jean-Louis BORLOO](#), ancien ministre et maire de Valenciennes

Nous formons une seule et même famille. Nous partageons la même culture, le bassin minier est commun, le style de football est le même... A la grande époque, Papin (*Jean-Pierre*), Six (*Didier*) ont joué en France et en Belgique. Les Belges, ce sont nos frangins ! Les habitants du Hainaut sont autant belges que français. Les Valenciennois sont plus proches de Mons et du Hainaut belge que de Paris. Dire qu'il y a une frontière entre la France et la Belgique n'a même pas de sens. Ces deux pays ne font qu'un.

Les gens du Nord ont beaucoup de respect pour les Belges. Non seulement ils les adorent, mais ils les admirent un peu.

(Le Parisien, 8 juillet 2018)

[Jean CHARBONNEL](#), ancien ministre gaulliste

Sans doute, devant l'offensive flamande qui s'accélère tous les jours, peut-on estimer que la réaction de la classe politique wallonne reste d'une extrême mollesse. Faut-il alors,

comme le prône une minorité réduite mais ardente, préconiser le rattachement de la Wallonie à la France, en tâchant d'y associer Bruxelles ? Pour sortir de l'impasse actuelle, une telle solution n'est pas à exclure, d'autant qu'il semble qu'une majorité de l'opinion publique française, après avoir été réticente, l'accepterait aujourd'hui.  
(dans *Pour l'honneur du gaullisme, Contre-enquête sur un héritage*)

Jean-Pierre CHEVENEMENT, ancien ministre

Je me sens proche de vous, de vos questions et de vos inquiétudes. Je pense que dans l'avenir nous aurons beaucoup de choses à faire ensemble. La position officielle des autorités françaises est de ne pas prendre position. Naturellement, le gouvernement respecte les traités qu'il a signés. On pourrait appliquer à la Wallonie le propos que M. Juppé a appliqué au Québec : « Quel que soit le choix du peuple québécois il trouvera la France à ses côtés ». Je ne suis pas venu à Liège prôner le rattachement. Le rattachement est un choix qui appartient essentiellement aux Wallons et dans lequel je ne veux pas m'immiscer. Naturellement j'ai de l'amitié pour les Wallons. Je comprends leur situation géographique et culturelle, je dirai presque par affinité. Quel que soit votre choix futur, nous serons à vos côtés.

Si les Flamands souhaitaient répudier la Belgique, et pour peu que les Wallons le souhaitent, ce serait évidemment le devoir de la France d'accueillir la Wallonie en son sein.

(RTL, Journal télévisé du 11 juillet 1996)

Si les francophones de Belgique le souhaitent, les Français seraient prêts à les accueillir au sein de la République.

(Paris-Match, 8 juillet 2010)

Jacques CHIRAC, à l'époque Président de la République

Je voudrais surtout vous dire que Liège occupe une place à part dans le cœur des Français. Ces liens ont été tissés par l'Histoire. Dans toutes les épreuves vous avez été à nos côtés..... J'irai plus loin ; c'est une région qui fait honneur à la culture française... C'est dire l'estime, l'affection, l'amitié que nous éprouvons pour vous... Aujourd'hui, ce ne sont pas des visiteurs étrangers qui sont présents à l'Élysée mais des compagnons, des frères...

(Allocution lors de la visite d'une délégation liégeoise, le 3 juin 1996)

Francis CHOISEL, ancien Conseiller général UMP des Hauts-Seines et historien

S'opposer à l'inéluctable n'a jamais été une politique fructueuse. Vouloir à tout prix le maintien de la Belgique ne ferait que retarder l'échéance sans profit pour personne. Mieux vaut prévoir dès maintenant la suite, en travaillant résolument à la meilleure des solutions possibles. Je n'en vois pas d'autre que la réunion de Bruxelles et de la Wallonie à la France. Ni l'une ni l'autre ne sont une nation, pas plus ensemble que séparément, pas plus que ne l'est aujourd'hui la Belgique tout entière. Pas plus que ne le sont la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais ou l'Alsace.

L'histoire comme la géographie le démontrent : la Wallonie appartient à l'espace français. Il n'y a pas plus de différence entre un Wallon et un Normand qu'entre un Breton et un Provençal, langue comprise. Cette réunion renforcerait une nation, la nôtre. Elle équilibrerait mieux le couple franco-allemand en termes de population, d'économie, de puissance. Elle montrerait aussi aux divers séparatismes que l'heure est toujours, comme

depuis 1 500 ans, à la patiente construction de la France et non à sa dislocation. En un mot, ce serait éloigner le spectre de l'Europe des régions en même temps que donner à chacun, dans notre pays et dans le monde, foi en l'avenir de la France.

(Les 4 Vérités, 15 septembre 2010)

Robert COLLIGNON, ancien Ministre-président wallon (PS)

Si, demain, la Flandre proclame unilatéralement son indépendance, il faut que toutes les forces vives de Wallonie, que tous les Francophones, et les Wallons en particulier, se mettent autour d'une table pour définir leur avenir. À l'exemple d'un congrès constitutif comme celui de 1945. Une Wallonie indépendante, un État Wallonie-Bruxelles ou un rapprochement avec la France sont d'autres problèmes qu'il convient d'envisager. En cas de démantèlement de la Belgique, tout est possible.

(Vers l'Avenir, 12 juillet 1996) - extrait d'un discours prononcé à Lille le 9 décembre 2000 en présence de Pierre Mauroy, ancien premier ministre et maire de la ville.

Marcel **COOLS**, militant RWF et fils de l'ancien président du PS André Cools assassiné  
En Belgique, la communauté des Flamands, en tant que groupe socio-politique continuera de manifester sa puissance et de dicter ses exigences, comme elle n'a pas cessé de le faire, avec ténacité et constance depuis 1918. Les francophones, minoritaires, seront ou « largués » ou colonisés. En France les 5 provinces wallonnes et Bruxelles seront une région (voire 2) qui n'auront aucune raison d'être discriminées par rapport aux autres départements et régions de la République. Il n'y aura pas en France de refoulement linguistique à digérer.

(Message électoral au RWF, 24 mai 2009)

Jean DEFRAIGNE, ancien Président de la Chambre des représentants (MR)

Demain, la Belgique n'existera plus car les Flamands n'en veulent plus. Ils nous vomissent.

(La Wallonie, 12 juillet 1996)

Une république wallonne indépendante aurait moins d'influence politique que le Grand-Duché de Luxembourg. Alors je pense que la bonne solution serait que la Wallonie devienne la 23ème région française.

(La Meuse, 13 et 14 juillet 1996)

Charles de GAULLE

C'est votre drame d'appartenir à un État qui assistera impassible à votre déclin. C'est une manière de faire place à d'autres...

Si Un jour une autorité politique représentative de la Wallonie s'adressait officiellement à la France, ce jour-là de grand cœur nous répondrions favorablement à une demande qui aurait toutes les apparences de la légitimité...

La politique traditionnelle de la France a toujours tendu à rassembler dans son sein les Français de l'extérieur : La Wallonie a été exclue de ce rassemblement par un accident de l'Histoire. Elle a pourtant toujours vécu en symbiose avec nous, et ce depuis Alésia jusqu'au 18 juin 1940 en se rangeant rapidement dans notre camp.

C'est un drame pour le peuple wallon dont le passé est si remarquable de dépendre aujourd'hui d'un autre peuple qui ne fera rien d'autre que de l'étouffer en attendant de l'absorber un jour. Rien n'est jamais définitivement perdu dans la vie des peuples si ses

dirigeants ne s'abandonnent pas aux faux fatalismes de l'histoire.  
(entretiens avec Alain Peyrefitte, ancien ministre, 1965)

Anne-Rosine **DELBART**, professeure à l'ULB, épouse du linguiste [Marc Wilmet](#), cadre du RWF

Si la Belgique se scinde, ce ne sera pas le fait des francophones mais des Flamands. A ce moment, il s'imposerait de consulter les Wallons et les Bruxellois par referendum. Car la France n'aurait pas de démarche fédéraliste : ce serait à nous de dire si nous voulons la rejoindre. [...] Il n'y a vraiment pas de raison de nous mépriser, d'autant plus que nous apporterions aussi d'autres richesses culturelles et la France se rendrait rapidement compte que nous sommes en quête d'une nation qui nous rendrait fiers de notre langue et de notre culture. Aujourd'hui on en est loin puisque tous les grands postes à responsabilités belges sont entre les mains des Flamands !  
(La Libre, 18 mai 2007)

[Catherine DEMAIFFE](#), comédienne belge

- Etre belge, est-ce un atout pour être engagé dans ce genre de série?

Pour le moment, c'est sûr que les Belges ont le vent dans le dos à l'étranger. Ils bénéficient d'une réputation très honorable, ils sont extrêmement appréciés. Il est bon qu'on en profite. Dans notre pays, il y a une fâcheuse tendance à ne pas reconnaître nos artistes. Mais j'ai le sentiment que les choses sont en train de changer, même si c'est très lent...

(Télépro Magazine - 5 février 2009)

Claude **DEMELENNE**, journaliste de gauche médiatisé

- Les francophones sont-ils résignés sur l'avenir du pays ?

Je juge l'attitude wallonne pleine d'hypocrisie. Ils veulent gagner du temps, les dix, quinze ans qui permettront à la Wallonie de se redresser. Ce n'est pas responsable. Les francophones doivent plutôt préparer l'avenir, ne pas exclure une paralysie qui forcera à passer à autre chose.

- Un ultime compromis à la belge ne vous paraît plus réaliste ?

À court terme, l'enjeu sera le paysage politique flamand en juin à l'issue des élections régionales. Si la Flandre ne peut plus se passer d'un parti autonomiste, le ver est dans le fruit et on le mange. Ce serait gravissime. Une révolution de velours pourrait se produire. On peut dans ce cadre imaginer un rapprochement de la Wallonie avec la France. Une forme d'association comme avec la Polynésie. Autre solution, un État Wallonie-Bruxelles mais les francophones ne sont pas prêts économiquement et dans leur tête. Il n'y a pas de sentiment national wallon.

- Un rapprochement avec la France est-il crédible ?

Il y a plus de points communs entre un Français du Nord et un Wallon qu'avec un Flamand. Imaginons que nous soyons lors du deuxième quinquennat de Nicolas Sarkozy, la France apparaîtrait en sauveur.

Nicolas Sarkozy serait le premier président français à agrandir le territoire. Dans sa logique napoléonienne, il sauterait sur l'occasion. Plus sérieusement, l'Europe gronderait les Belges. Ce serait très mauvais pour son image. Mais la politique-fiction n'est plus exclue.

(Le Journal du Mardi, 24 février 2009)

Rudy [DEMOTTE](#), ancien ministre (PS)

Rudy Demotte a appelé les Francophones à envisager désormais « toutes les hypothèses », dont celle de devoir vivre sans la Flandre.

Il est certain que nous devons nous prendre en main nous-mêmes.

(RTBF,

Pierre-Yves [DERMAGNE](#), vice-président du gouvernement De Croo (PS)

Je pense sincèrement que, sans la défaite de Waterloo, nous serions Français, sans doute plus même que certains Français, et qu'il n'y aurait pas de question wallonne comme il peut exister une question corse ou bretonne. Mais il y a eu Waterloo et deux siècles ont passé. Deux siècles durant lesquels nous avons développé une tradition de concertation rhénane – avec nos spécificités qui en ont fait un modèle mosan -, durant lesquels nous avons nourri une dynamique de petit espace d'interconnexion et durant lesquels nous avons développé une logique très forte de pouvoir de proximité qui, aujourd'hui, s'avère d'ailleurs très adaptée au contexte mondialisé.

Alors, dès le moment où, grâce à Destrée autant qu'à Bovesse, nous avons garanti de toute atteinte le caractère latin et francophone de notre Région, je ne suis pas certain que nous serions plus heureux ou mieux protégés si nous étions Français. Et je pense surtout que nous ne pourrions jamais retrouver le niveau d'autonomie et de responsabilité directe que nous avons conquis et que nous renforcerons encore. Surtout, ce que je ne voudrais pas, c'est que nous voulions devenir Français *pour de mauvaises raisons*.

(colloque Alliance Wallonie-France, 10 mai 2018)

[Philippe DESTATTE](#), directeur de l'Institut Jules Destrée

On se retrouverait devant trois solutions pour la Wallonie.

Premièrement, rester dans la Belgique avec Bruxelles et faire une mini-Belgique à deux : mais cela n'a pas de sens parce que la Belgique n'existe que par les Flamands, la Belgique francophone n'étant évidemment qu'un fantasme qui a été abattu depuis bien longtemps.

Deuxièmement, faire le choix d'une Wallonie indépendante. Ce choix ne peut être possible qu'en fonction de l'Europe : dans une Europe suffisamment développée, l'idée d'une Wallonie indépendante est crédible parce qu'il y aura une monnaie européenne, une sécurité sociale européenne, une défense européenne, etc. Mais si l'Europe n'est pas suffisamment développée, on se voit mal imaginer une monnaie wallonne, une sécurité sociale wallonne, une défense nationale wallonne.

Et, dans ce cas-là, on en vient à la troisième possibilité, la France apparaissant alors quasi comme la seule solution pour la Wallonie; parce que si l'on imagine peut-être mal aujourd'hui de négocier un statut d'autonomie avec la France, le négocier avec l'Allemagne ou avec l'Angleterre paraît évidemment encore plus absurde. En fait, on s'aperçoit, par des positions comme celle de Claude Eerdeken ou, plutôt, de Willy Burgeon, que l'idée qui avait été développée par un Maurice Bologne, un Félix Rousseau ou un Jacques Hoyaux (« Les Wallons sont tout simplement les Français de Belgique »), est une idée qui peut prendre aujourd'hui une dimension politique.

(La Meuse, 13 et 14 juillet 1996)

[Yves de WASSEIGE](#), sénateur honoraire (PS)

Il faut tout mettre sur la table, y compris la dette de l'Etat et la charge des pensions. Et

partager la dette publique signifie qu'il faille trouver des critères, tels que le produit intérieur brut, la capacité d'épargne et l'importance des travaux publics et des dépenses d'investissement par les pouvoirs publics ces 40 dernières années. Évidemment, si on en arrive à ce stade il est clair que tout le reste peut être partagé, d'autant qu'une partie des compétences nationales sera transférée au niveau européen. Je ne vois pas ce qu'il serait encore utile de garder en commun, chacune des trois entités devrait donc avoir son autodétermination. D'autre part, l'Europe aura une monnaie commune, des règles communes, sans pour autant que soit concrétisée l'Europe des Régions. Il faudra donc nécessairement que chacune des régions s'accroche à un État : Bruxelles devient un district européen. La Wallonie a deux choix : faire alliance avec la France, mais avec des statuts spéciaux. L'Alsace a obtenu un statut spécial pour l'enseignement, ce qui prouve que c'est effectivement réalisable, y compris dans une France que l'on dit jacobine et centralisatrice. Il ne s'agit pas d'une vision rattachiste dans le cadre d'un retour à quelque chose qui aurait dû se faire depuis longtemps », précise-t-il, « mais d'une vision d'avenir. J'estime que nous avons tout intérêt à nous accrocher à une grande puissance qui est déjà présente, économiquement, dans notre région. À terme, il y aura des regroupements d'États, sous forme d'associations, de manière à pouvoir peser sur les décisions européennes.

Ils (ndlr : les Flamands) utilisent de grands mots pour nous faire peur et faire monter la pression pour la future négociation. Ce que nous devons dire, c'est justement que nous n'avons pas peur, que des solutions, on en a, en cas de disparition de la Belgique. Reste que les Wallons ont tout intérêt à s'activer dès maintenant : nous devons accrocher le wagon wallon au train français en nouant toute une série d'accords, culturels, économiques, sociaux, et en favorisant les participations croisées entre entreprises wallonnes et françaises.

(Le Peuple - 13 juillet 1996)

[Elio DI RUPO](#), à l'époque Président du Parti socialiste (PS), Ministre-président wallon Les francophones doivent faire preuve de lucidité et réfléchir à la question d'un destin commun entre Wallons et Bruxellois car il arrivera un moment, même si on ne le souhaite pas, où la Flandre voudra voler de ses propres ailes.

(Le Soir magazine, 26 septembre 2007)

[Daniel DUCARME](#), ancien Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et ancien président du MR

Dans l'hypothèse où la Flandre freinerait ce dessein régional et continuerait à faire se dégrader les rapports nord-sud, alors je militerai en faveur de la création d'un système d'association avec la France.

(Le Soir, La Libre et Libération, 15 décembre 2007)

[Nicolas DUPONT-AIGNAN](#), député français (anciennement Debout la République)

- Vous connaissez bien la réalité belge?

Je la connais. C'est à nos portes. Je ressens en observateur extérieur une très forte dynamique flamande et lorsqu'il y a ce type de dynamique nationaliste, ça peut aller loin.

- Est-ce que les Wallons sont prêts à se prendre encore des paires de baffes?

J'ai l'impression qu'ils commencent à se lasser. La France ne peut dès lors pas être fermée.



- Quels statuts auraient la Wallonie et Bruxelles en cas de rattachement?

Il faut bien dissocier Bruxelles et la Wallonie. Il y a tous les cas de figure politiques possibles. Il faut tout d'abord une volonté populaire, cela ne peut se faire que par référendum. Il y a une quantité de statuts, mais ce n'est pas le vrai problème, l'important c'est le désir. De plus, s'il y a divorce en Belgique, est-ce que l'un des partenaires est prêt à se remarier? Il n'y a aucune volonté d'annexer la Wallonie, mais la France ne doit pas tomber dans l'excès inverse en montrant une fermeture absurde.

(La Dernière Heure, 9 septembre 2009)

C'est important que l'on dise aux Wallons, vous n'êtes pas des moins que rien. On entend des choses abominables : ils seraient moins travailleurs ou ceci. C'est une région magnifique, très proche de la France. Historiquement très proche. Il faut arrêter. J'ai envie de dire aux amis wallons : "Voilà, on est là". (*style oral*)

(RTBF, octobre 2010)

[Claude EERDEKENS](#), ancien ministre communautaire PS, à l'époque chef du groupe socialiste à la Chambre des représentants

Nous, Wallons, sommes fiers de nous trouver à côté d'un grand pays comme la France. Si vous (ndlr : les Flamands) voulez que la France se trouve aux portes de Bruxelles, alors, allez-y...

(Déclaration à la Chambre des représentants le 10 juillet 1996)

La Belgique présente encore trois piliers : la monnaie, les départements d'autorité et la sécurité sociale. Or le franc va être remplacé par l'Euro et l'armée sert surtout à la parade du 21 juillet.

Si on scinde la sécurité sociale, la Belgique n'a plus de raison d'être. Si les Flamands veulent plus - le parlement flamand se comporte comme une assemblée constituante -, les francophones doivent lorgner vers la France et Bruxelles doit être compris dans ce cas de figure.

(De Standaard - 5 septembre 1996)

[Paul-Henry GENDEBIEN](#), ancien député wallon et européen

Notre conviction, c'est qu'il n'y a pas de compromis possible avec la « België ».

C'est aussi qu'il n'y a pas de sens de l'Histoire qui serait écrit à l'avance. Notre vision de l'Histoire humaine est « laïque », elle n'est pas soumise à une loi prétendument suprême, celle de la prédestination fatale et de l'immobilisme perpétuel.

La seule loi qui compte, c'est celle de la volonté politique des citoyens contre la fatalité.

Les valeurs républicaines sont les nôtres. C'est pourquoi la vraie citoyenneté est celle des libertés, des droits, des devoirs, mais aussi celle du pouvoir des individus de réussir à inverser le cours des choses.

L'Histoire de la Wallonie n'est pas finie ! Celle de Bruxelles non plus. Un jour prochain, elles trouveront une nouvelle dimension aux côtés de la France.

(Congrès du RWF, le 17 mars 2012. A lire **Le choix de la France**, Ed. Luc Pire, 2002)

[Ernest GLINNE](#), ancien ministre et président du groupe socialiste européen

- Et quid du risque d'être une goutte d'eau dans une grande masse?

La France permet l'identité régionale: les gens des « pays » sont Provençaux ou Alsaciens ET tout autant Français! Les Wallons resteront dans leurs spécificités en les surmontant dans la République.

- Vous ne donnez plus de chance à la Belgique?

Qu'est-ce qu'il nous en reste? L'Atomium et l'Expo universelle de 1958? Les quelques constructions publiques que Léopold II nous a laissées en échange de ses exactions génocidaires en Afrique? L'image romancée d'Albert Ier et de la Reine Astrid? Les prisonniers de guerre wallons en Allemagne?

Internationaliste et européen, je suis en même temps wallon. La Wallonie est un « pays » de la France et de la Francité, au même titre que d'autres! Même si la Wallonie n'a pas suffisamment conscience de son appartenance commune, et souffre de sous-identités: on est d'abord Liégeois, Carolo, Namurois etc.

(Pan, 3 décembre 2007)

Jean GOL, ancien président du MR et vice-premier ministre

Il semblait encore hésiter à me livrer soit une évidence lumineuse soit une confidence encore secrète. Je le laissai donc parler. C'est alors qu'il ajouta, et ceci compta, ce que j'avais déjà deviné sans difficulté : à savoir qu'il pensait que notre avenir, à nous autres Wallons et Bruxellois, serait français. Dans quelles circonstances, sous quelle forme, à quelle date ? Nul ne pouvait encore le conjecturer avec précision, sinon par une hardiesse excessive et prématurée.

(Cité par Paul-Henry Gendebien dans *Splendeurs de la liberté*, Quorum, 1999, opinion politique confirmée par son épouse Carine Gol-Lescot)

Pierre HAZETTE, ancien ministre communautaire (MR)

Philippe Suinen vient de révéler que nous pourrions nous appuyer, avec plus de profit, sur un autre partenaire que la Flandre, en ce qui concerne le commerce extérieur. Dans l'enseignement secondaire, nous pourrions relever le défi de proposer les épreuves du bac à nos grands adolescents. Dans l'audiovisuel, une collaboration avec France Télévision enrichirait nos programmes en soulageant notre trésorerie. Dans les matières proprement régionales: agriculture, aménagement du territoire, environnement, économie régionale..., j'aperçois maintes occasions de mieux faire et à moindres coûts ce que nous allons nous époumoner à faire seuls.

La promotion des accords de coopération montrerait progressivement aux Wallons et aux francophones que la France est accueillante et respecte nos particularismes.

(extrait d'un échange avec Jules Gazon, professeur émérite de l'ULG, publié sur le site de l'AWF, le 16 janvier 2012)

Serge HUSTACHE, député provincial du Hainaut (PS)

- Pour votre part, que penseriez-vous d'un rattachement de la Wallonie à la France ?

C'est une solution qui me conviendrait bien. D'ailleurs, Tournai est historiquement la première capitale de France, sous Clovis ! Je suis francophile. Je me sens chez moi à Lille ou Paris. Je me sens plus étranger à Courtrai [ndlr : en Flandre, non loin de Tournai].

(Nord Eclair, 19 septembre 2008)

Claude JAVEAU, professeur à l'ULB, sociologue et écrivain

L'hypothèse rattachiste ne paraît pas aussi farfelue qu'il y a peu. Plus généralement, de plus en plus de francophones se disent « après tout, m... »

(La Libre - 4 décembre 2007)



Michel **JOBERT**, ancien ministre des Affaires étrangères

Quoi de plus naturel que d'aller vers votre Mouvement, mémoire et action en faveur des liens exceptionnels qui joignent les Wallons au pays qu'ils n'ont cessé d'honorer d'une indéfectible confiance. Les années, les siècles s'éclairent ainsi de la connaissance de l'histoire, mais bien au-delà, de la fidélité familiale qui abolit les frontières avec la force de l'évidence.

(Lettre à Maurice Lebeau du 24 octobre 1995)

Pierre **KROLL**, humoriste et dessinateur au journal Le Soir

J'ai toujours pensé que le rattachement, de la Wallonie et de Bruxelles, à la France était une hypothèse d'avenir dans laquelle je me retrouve.

(Groupe Sud presse, 12 novembre 2007)

Jacques **LEGENDRE**, sénateur du Nord et ancien ministre (UMP)

Quand on voit les évolutions qui ont cours actuellement en Europe, on ne peut considérer a priori comme une aberration ou une monstruosité, que des gens aussi proches l'un de l'autre qu'un Wallon de Mons et un Français de Valenciennes se retrouvent un jour dans un même ensemble. Cela n'aurait rien de plus bizarre que de voir des Allemands se retrouver.

(Le Soir - 16 juillet 1996)

Marine **LE PEN**, présidente du Rassemblement national

La crise politique que connaît la Belgique s'aggrave, ne trouve pas de solution et jette Wallons et Flamands dans une incertitude terrible. Personne ne se réjouit de cette situation et chacun en France partage l'inquiétude des Belges.

En cette veille de fête nationale belge ([ndlr : le 21 juillet], il est néanmoins de la responsabilité de la France et des Français de tendre la main aux Wallons.

Si la Belgique venait à éclater, si la Flandre prenait son indépendance, hypothèse de plus en plus crédible, la République française s'honorerait d'accueillir en son sein la Wallonie. Les liens historiques et fraternels qui unissent nos deux peuples sont trop forts pour que la France abandonne la Wallonie. Il va de soi que ces décisions importantes pour l'avenir de nos peuples ne pourraient être prises qu'après consultation par référendum des Français et des Wallons.

(communiqué du 20 juillet 2011)

*Note : cette citation ne pouvait pas être omise pour des raisons d'honnêteté historique, même si le RWF n'a bien entendu aucune affinité avec le RN*

Charles **MAGNETTE**, Grand Maître du Grand Orient de Belgique et homme d'Etat

Il n'est pas possible que quatre millions et demi de Flamands continuent à faire la loi à trois millions de Wallons. (...) J'ai entendu beaucoup de personnes, gens cependant sérieux et cultivés, déclarer que plutôt que de demeurer sous le joug flamand, plutôt que de se laisser imposer une culture et surtout une langue qui n'est pas la leur, ils préféreraient beaucoup aller où les pousse leur affinité de race, de langue, de mœurs, c'est-à-dire vers la France.

(1917 mais plus que jamais d'actualité)

Olivier **MAINGAIN**, ancien président du FDF devenu DÉFI

Si sous la poussée du nationalisme flamand, l'Etat belge va vers l'éclatement, je ne suis

pas non plus partisan de la République des bords de Meuse avec José Happart comme président [...] Alors autant participer à la vie d'un grand Etat et d'une grande nation comme la France.

(RTL, 8 décembre 2002)

Jean-Luc MELENCHON, ancien et ministre et dirigeant de La France insoumise  
Nous respectons les frontières, mais si les Wallons sont rejetés par les Flamands, ils doivent savoir que des gens comme moi seraient fous de joie de vivre dans le même pays qu'eux.

(RTBF, avril 2012)

Louis MICHEL, ancien ministre des Affaires étrangères, président du MR et Commissaire européen

Si à un moment donné, j'ai le choix entre un État wallon replié sur lui-même et la France, je choisirai la France. [...] À choisir entre le cul-de-sac wallon et la France, je choisis la France.

(Le Soir - 26 août 1996)

- Quelle est votre attitude en face de cette idée folle du rattachisme dont tout le monde parle aujourd'hui dans la communauté wallonne ?

Je n'ose plus dire que le rattachisme soit une idée folle. Si l'espace francophone ne devient pas une réalité, si le séparatisme est inéluctable, alors les Wallons diront : je préfère être Français plutôt que Wallon. Moi, personnellement, si je dois choisir entre être Wallon dans un Etat socialiste ou être Français, je préfère devenir Français. Entre un Etat wallon replié sur lui-même et la France, je choisis la France car la Wallonie c'est un cul-de-sac économique, social, culturel.

- Croyez-vous que la France accepterait de récupérer ainsi les francophones belges?

Nous avons des contacts avec Paris et je suis sûr que Paris ne ferait pas longtemps la fine bouche.

(Le Figaro, 28 octobre 1996)

Philippe MOUREAUX, ancien ministre (PS)

Et Philippe Moureaux de ne pas faire la politique de l'autruche, n'écartant pas l'idée d'une fin possible de la Belgique. On est, dit-il, jusqu'à présent dans un processus de délitement de l'Etat. Et de rajouter qu'on va peut-être entrer dans l'organisation progressive de la séparation.

(RTBF, 3 septembre 2010)

Jacques MYARD, député UMP

Pendant des décennies, l'Europe a pratiqué à l'égard de la Belgique la politique de l'autruche en voulant ignorer systématiquement l'éventualité de son éclatement au motif que l'Europe était la seule réponse à la question nationale belge. » [...]

La France ne fera pas l'économie d'élaborer une politique à l'égard de la Belgique. La question du rattachement de la Wallonie et de Bruxelles se pose à terme, qu'on le veuille ou non.

C'est une question à laquelle les francophones de Belgique devront répondre. A nous Français d'élaborer une politique responsable pour relever ce défi inéluctable qui scellera le destin d'une construction étatique artificielle voulue par les puissances en 1830 et

aujourd'hui dépassée et obsolète.

(La Libre, 15 juin 2010)

[Laurette ONKELINX](#), ancienne ministre (PS)

On ne peut plus ignorer que parmi une grande partie de la population flamande, c'est un vœu. Donc, oui, il faut se préparer à la fin de la Belgique. Sans quoi on risque d'être les dindons de la farce. Quand je vois les courriers que je reçois... Enormément de personnes imaginent que cela est possible. Les politiques doivent donc s'y préparer. Ne pas l'espérer. Mais s'y préparer".

(La Dernière Heure, 4 septembre 2010)

[en cas de scission de l'Etat belge], je pense que pas mal de francophones qui simplement par amour de la France, de la culture française auraient les yeux tournés vers la France.

(RTBF, octobre 2010)

[Philippe MOUREAUX](#), ministre d'État (PS)

On est jusqu'à présent dans un processus de délitement de l'Etat.

On va peut-être entrer dans l'organisation progressive de la séparation.

(Le Soir, 2 septembre 2010)

[Amélie NOTHOMB](#), romancière

Il y a bien sûr une grande proximité entre nos deux pays. On est tous un petit peu français. Il y a beaucoup de gens qui, comme moi, vivent dans le Thalys. Pour les Belges, la France, c'est un tremplin professionnel. J'ai l'impression que nos relations se sont apaisées ces dernières années. En 1992, quand j'ai commencé à venir en France comme écrivain, on me faisait beaucoup de blagues belges. Je n'en entends plus du tout.

(Le Parisien, 8 juillet 2018)

[François PERIN](#), ancien ministre (Rassemblement wallon) et constitutionnaliste

Je vous le demande, puisque la démocratie fondée sur le suffrage universel a défait ce que les siècles avaient fait par la force contre nous, allons-nous nous obstiner à maintenir cet État qui n'est plus qu'une caricature de nation dans un climat de confusion et de chamaille perpétuel ?

(Le Vif, 19 juillet 1996)

Et nous serions donc une petite république wallonne qui éblouirait le monde ? Allons donc ! La Wallonie ne forme pas une nation. Les circonstances veulent qu'une république wallonne indépendante serait l'incarnation de la médiocrité. Non, à part la France, je ne vois pas d'autre solution de rechange. On ne peut tout de même pas nous donner au Japon sous prétexte qu'il s'agit d'un État dynamique qui nous accueillerait.

(La Meuse, 13 et 14 juillet 1996)

[Charles PICQUÉ](#), ancien Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale (PS)

Je comprends Claude Eerdekens : il vaut peut-être mieux se trouver sous tutelle de la France que sous une tutelle flamande oppressive. Si la Flandre poursuit dans la logique de Van den Brande [ancien Ministre-président de la Flandre], il faudra oser des scénarios plus aventuriers.

(Vif L'express, du 2 au 8 août 1996)

**Jean-Pascal PICY**, conseiller de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre

Pour les autorités françaises, ce sondage (IFOP) justifie de porter une attention nouvelle à

l'avenir de ce voisin amical en considérant que la prudence diplomatique indispensable ne doit pas empêcher d'examiner avec attention le sens que pourrait prendre une telle perspective de rattachement de la Wallonie à la France au terme d'un processus pacifique.

(blogue personnel, 2008)

[Charles PLISNIER](#), écrivain et Prix Goncourt 1937

Lorsque nous aurons fait cette expérience ultime et si, comme je le crains, cette expérience avorte, alors - j'entends le dire aujourd'hui - nous serions justifiés à nous tourner vers la France et aucun reproche ne pourrait nous être adressé, car cette expérience, nous la ferons en toute loyauté et sans arrière-pensée d'aucune sorte. Alors, nous lui dirions : « Maintenant France au secours ! Et croyez-le bien, elle viendra ! » (Discours de clôture du Congrès wallon de 1945)

[André RENARD](#), figure emblématique du Mouvement wallon, leader syndical  
Notre cœur reste attaché à la France. Nous avons foi dans cette France qui, pour nous, est éternelle. Nous croyons pouvoir exprimer en ce jour le sentiment de dizaines de milliers de travailleurs liégeois en disant que la France reste le grand flambeau et, pour beaucoup d'entre nous, la grande lumière de culture. C'est pourquoi nous terminons comme nous l'avons commencé, en criant : Vive la France !  
(Éditorial de La Wallonie du 13 juillet 1958)

[Luc ROSENZWEIG](#), ancien correspondant du Monde à Bruxelles

Face à cela, ni la France, ni l'Europe ne peuvent rester simples spectateurs. À lui seul, le futur statut de Bruxelles, disputé par les deux entités belges en cas de scission, exigerait déjà que les voisins s'en mêlent...

Dans l'hypothèse où l'autonomisation de la Flandre devient une réalité, les Français ne peuvent pas rester insensibles au sort de populations avec lesquelles elle partage langue, culture et souvenirs historiques. Dans leur grande majorité, les Belges francophones ne sont pas « rattachistes », c'est-à-dire partisans d'une intégration de la Wallonie et de Bruxelles dans la République française. Mais ils sont bien conscients que la situation économique dégradée d'une région autrefois prospère ne permettrait pas à une entité francophone indépendante de conserver à ses citoyens le même niveau de vie.

La France, en tout état de cause, doit se préparer à toute éventualité.

(Le Soir, 13 septembre 2007)

[Georges SIMENON](#), romancier

La Belgique a été créée pour être un barrage contre une France alors belliqueuse. À l'école, on nous bourrait le crâne avec ces histoires de Belges sortis du tombeau. C'était la théorie de Pirenne: avant 1830, la Belgique avait toujours existé, il y avait toujours eu des Belges. C'était idiot. J'ai fait ma carrière en France. Je n'ai rien contre les Flamands, je suis un peu flamand moi-même. Je me méfie du centralisme français. Mais il ne me déplairait pas de voir une Wallonie française, avec certaines précautions.

(Cité dans La Wallonie du 7 août 1996)

[Guy SPITAEELS](#), ancien Ministre-président de la Wallonie et Ministre d'État (PS)

- Se rattacher à la France ?

C'est une solution défendable, répond Guy Spitaels. Mais si on consultait la population

wallonne sur cette éventualité, il n'y aurait jamais (sic) de majorité.

- Di Rupo est à la tâche depuis des mois. Que pensez-vous de son abnégation ? [...] Elio mesure-t-il bien ce que veut le peuple flamand ? Sa stratégie est-elle de gagner du temps ? Je ne l'accable pas, mais la clarté maintenant n'est-elle pas aveuglante sur l'évolution de l'opinion en Flandre ? Et dès lors le moment n'est-il pas venu de nous demander : que voulons-nous ? [...]

-La Belgique n'a plus de sens pour vous ?

J'ai essayé de servir la Belgique comme vice-Premier. Mais y suis-je affectivement attaché ? Je ne cherche pas de subterfuge, ma réponse est non.

(Le Soir, 9 septembre 2011)

[René SWENNEN](#), avocat liégeois et écrivain français

- Personnellement, vous êtes partisan du rattachement à la France. Cette thèse peut-elle vraiment être prise au sérieux?

Bien sûr ! Elle a ma préférence en raison de la grande similitude entre la Wallonie et la France. Mais il convient de voir ce qui est faisable dans le cas d'un rattachement: celui-ci ne devrait pas avoir lieu sous forme d'une départementalisation, mais bien comme l'ajout d'une région.

- Quel argument majeur retiendriez-vous pour convaincre de l'utilité du rattachement? Si jamais la Belgique devait éclater, l'entité seulement constituée de la Wallonie et de Bruxelles ne serait pas viable.

(Paris-Match, 16 août 2007)

[Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE](#), ancien Ministre-président de Wallonie (PS)

Personnellement, je serais pour un État bi-régional en association avec la France.

(La Wallonie - 9 septembre 1996)

[Yvan YLIEFF](#), ancien ministre communautaire (PS)

Ou les Wallons ne veulent pas être orphelins de la Belgique et ils accordent aux Flamands les concessions que ceux-ci réclament. Ou le divorce est consommé. On peut alors devenir une région qui s'organise dans le cadre européen ou se tourner vers la France.

(La Wallonie, 29 août 1996)

Vers qui se tourner ? Pas l'Allemagne ou la Hollande! Reste donc la France. Et les Français voudraient de nous, sans aucun doute !

(La Meuse, 13 et 14 juillet 1996)

[Résumé de la question belge](#) par José-Alain Fralon, ancien journaliste au Monde (2010)

Illustration : autocollant de l'ex-Mouvement wallon pour le retour à la France (Maurice Lebeau)